

21 SEPTEMBRE 2022 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

[Télécharger le .pdf](#)

Emmanuel MACRON

Thank you Mrs Prime Minister Jacinda ARDERN.

Merci mesdames et messieurs, d'être ici. Ce nouveau sommet de l'Appel de Christchurch nous a en effet permis d'avancer à huis clos, comme c'est la règle, de débattre avec les grandes plateformes et réseaux sociaux de ce que j'appellerai l'ordre public numérique. Je veux ici saluer le travail qui avait été lancé par le processus d'Aqaba, en particulier avec une implication forte du Roi de Jordanie, ce que nous avons lancé ces dernières années avec le sommet TechforGood. Et en effet, comme madame la Première ministre vient de le rappeler, ce que nous avons, après les terribles attentats terroristes de Christchurch, lancé à Paris en mai 2019 ensemble, avec cette volonté d'associer les Etats, les ONG, les acteurs académiques et les entreprises les plus concernées par justement, les réseaux sociaux, les services en ligne et les messageries.

C'est un débat crucial, et au fond, le défi qui est le nôtre, c'est dans cet espace où nos enfants et nous-mêmes évoluons chaque jour et de plus en plus, comment construire un ordre public ? C'est-à-dire des règles qui permettent d'éviter les discours de haine, d'aller jusqu'à des gestes terroristes et protéger. A cet égard, c'est-ce qui a permis l'adoption de la directive sur les services numériques dans le cadre européen pour réguler les contenus numériques, créer des systèmes de responsabilité, mieux protéger. Le contexte que nous sommes en train de vivre de guerre en Ukraine et ses répercussions sur tous les plans, y compris celui de la prolifération de la désinformation et de propagande en ligne, qui sont souvent la cause profonde de violence, montre combien ce débat est essentiel. Depuis 2019, madame la Première ministre l'a rappelé, nous avons des vraies avancées et des vrais résultats. Depuis 2019, l'Appel de Christchurch est le démonstrateur qu'il est possible de retirer des contenus violents ou terroristes en ligne. Et cette fameuse « heure en or » fonctionne et nous avons pu l'expérimenter. Et donc nous avons maintenant à la fois mis en place des règlements dans plusieurs de nos pays pour que ce soit, je dirais, inscrit en dur. Mais nous avons eu aussi des comportements proactifs de la part des plateformes pour nous aider à retirer techniquement les contenus en ligne, assurer donc ce retrait dans l'heure et nous l'avons vu, par exemple avec l'attentat de Buffalo. Et tout cela, c'est ce qu'on a appris des attentats précédents, et en particulier juste après Christchurch où on a vu des millions de gens qui ont essayé de remettre en ligne les scènes les plus atroces.

Par ailleurs, l'autre vrai acquis, c'est qu'on a mis en place vraiment une structure maintenant de pilotage, le GIFCT qui fonctionne, sur lequel nous avons obtenu plus de financement. Nous allons continuer de les mobiliser parce que c'est ce qui permet justement de rendre effectif, si je puis dire, cette règle avec une surveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et donc un mécanisme vraiment de responsabilité. Et puis, notre communauté grandit avec plus de 50 Etats partenaires, de nouvelles plateformes numériques partenaires comme Zoom, Clubhouse, Roblox, et donc véritablement une avancée sur de nouvelles frontières numériques.

Maintenant, nous voulons aller plus loin. Madame la Première ministre l'a rappelé : lutter plus efficacement contre la désinformation et la propagande en multipliant les interventions positives sur les réseaux. Nous voulons aller plus loin avec plusieurs axes. Le premier, c'est d'avoir ce travail qui est essentiel sur les algorithmes. Nous l'avons lancé il y a quelques mois. L'accord qui a été annoncé avec la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, Twitter et Microsoft est très important parce qu'en particulier, il y a des échanges d'algorithmes et de données qui sont actés par Twitter et je veux saluer leur engagement. C'est un pas en avant et c'est un élément très important. Ce que nous voulons faire au fond, c'est acter que quand on ne connaît rien des algorithmes, on ne peut pas avoir la garantie que ces derniers ne

conduisent pas à des comportements qui peuvent être à risque, où ils peuvent en quelque sorte ne pas être aussi efficaces qu'on le voudrait pour prévenir. Et donc améliorer la prévention, c'est décider d'avoir un vrai partenariat sur les algorithmes, de partager l'information, de réussir à avoir une approche la plus efficace possible avec l'ensemble des plateformes. Beaucoup d'arguments techniques nous avaient été opposés jusqu'alors. Il y a un très gros travail qui a été fait et on va continuer de le faire pour améliorer les choses.

Le deuxième élément clé, c'est l'intelligence artificielle. Qu'il s'agisse des réseaux sociaux ou des messageries, qu'ils utilisent d'ailleurs ou non des algorithmes, il est clair qu'avec l'intelligence artificielle, on sait beaucoup mieux prévenir, justement, ce qui conduit vers des discours de haine, puis de la radicalisation en ligne jusqu'à des risques de comportements terroristes. Et donc, là-dessus, nous allons continuer à mettre la pression pour avoir des engagements très clairs sur ce sujet. Troisième point, c'est la recherche et la recherche publique et à cet égard, des engagements ont aussi été pris lors de cette réunion. Ils sont très importants. Nous l'avons fait par exemple aussi en matière de santé, mais nous voulons continuer de développer un modèle de recherche publique sur ces sujets. Pourquoi ? Parce que je parlais d'ordre public numérique. C'est très simple. Il faut que nos partenaires, que sont les plateformes et les réseaux sociaux acceptent que des chercheurs puissent avoir accès pendant un temps donné à leurs données, à leurs informations. Pour qu'ils fassent de la recherche indépendante, transparente et publique, ce qui est le fait même d'une recherche, et donc qu'elle ne soit pas simplement propriétaire, et nous aide à mieux comprendre et eux les aident à mieux prévenir. Et donc, à cet égard, nous avons aussi avancé sur ce point.

Nous avons aussi évoqué, et souhaitons ensemble aller plus loin, le sujet du dark web où il est clair qu'aujourd'hui, on a des terroristes qui sont en train de stocker des contenus extrêmement, pas litigieux, mais des contenus qui sont problématiques et qui sont dangereux à nos yeux et qui utilisent en quelque sorte la non régulation de cet espace. Et donc, nous souhaitons que l'Appel de Christchurch et notre forum puissent aller aussi dans cet espace. Vous le comprenez bien, on a réussi, on est en train de réussir, il y a encore un travail, il faut consolider les moyens qu'on y met, à retirer beaucoup plus vite les contenus dits terroristes, les qualifier, avoir une même définition et avoir des mécanismes de surveillance. On veut améliorer leur efficacité en mettant, en demandant aux réseaux sociaux de mettre plus d'argent. Maintenant, on met toute notre énergie pour prévenir la radicalisation, les discours de haine, tout ce qui conduit au terrorisme et donc avoir ce travail sur : algorithme, dark web, intelligence artificielle et la recherche publique.

Dernier point, c'est la protection de l'enfance. C'est un sujet très important qui est jumeau de celui qu'on évoque. Nous avons longuement évoqué le fait qu'aujourd'hui, beaucoup de nos enfants sont exposés à des contenus qui sont inappropriés, mais surtout que le développement de beaucoup de jeux, d'espaces immersifs, a des impacts sur nos enfants et sur le rapport à la violence et des comportements qui peuvent conduire au pire. A cet égard, le jeune âge de beaucoup d'auteurs d'actes terroristes, partout à travers le monde, ne peut pas nous laisser sans réaction. Sur ce sujet, comme vous le savez, nous avons lancé un appel à la protection de l'enfance dans l'ère numérique, il y a presque un an maintenant, au Forum de Paris sur la Paix. Nous allons poursuivre en novembre ce travail en lien très étroit avec la Première ministre pour renforcer, pour protéger nos enfants contre le harcèlement en ligne, contre tout, justement, les contenus, les jeux et les systèmes qui sont considérés comme dangereux pour nos enfants. Et à cet égard, ce que nous voulons faire, c'est pouvoir regarder en quoi les protocoles que nous avons su développer dans le cadre de Christchurch peuvent être applicables à la protection de l'enfance en ligne. Là-dessus, il est clair qu'aujourd'hui, nous devons améliorer la prévention et l'éducation pour nos enfants. Nous devons améliorer notre régulation et on le fait dans plusieurs pays mais il faut se coordonner. Nous devons aussi améliorer les éléments de modération : les plateformes ne font pas suffisamment de travail pour modérer les contenus dans nos langues, pour protéger nos enfants. Nous voulons aussi pousser à la prise en compte dans la conception des architectures et des systèmes, de ces différents jeux, systèmes immersifs, la prise en compte de l'intérêt de nos enfants, leur protection et le

fait que, parfois, ils s'adressent à des esprits qui sont encore en formation et qui n'ont pas les codes et pour lesquels cela peut conduire à des choix, des attitudes qui peuvent ensuite nourrir justement cette violence en ligne et dans le réel. Ça, c'était un axe supplémentaire que je voulais rajouter au travail qui est fait.

Je veux à nouveau remercier madame la Première ministre pour notre formidable coopération, pour les initiatives que nous ne cessons de relancer et, je crois, l'importance et la force de cet Appel de Christchurch.